

## Relations industrielles Industrial Relations



*Global Unions: Challenging Transnational Capital through Cross-Border Campaigns*, Sous la direction de Kate Bronfenbrenner, Ithaca, New York : Cornell University Press, 2007, 261 p., ISBN 978-0-8014-4616-0 (cloth) et 978-0-8014-7391-3 (paper).

Stéphane Le Queux

Volume 64, numéro 3, été 2009

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/038559ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/038559ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Le Queux, S. (2009). Compte rendu de [*Global Unions: Challenging Transnational Capital through Cross-Border Campaigns*, Sous la direction de Kate Bronfenbrenner, Ithaca, New York : Cornell University Press, 2007, 261 p., ISBN 978-0-8014-4616-0 (cloth) et 978-0-8014-7391-3 (paper).] *Relations industrielles / Industrial Relations*, 64(3), 538–539.  
<https://doi.org/10.7202/038559ar>

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 2009

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

éru  
dit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

these industries and countries, the author is able to provide a rich and deep examination of how dependency works, both subjectively and objectively.

While the objective aspect is very useful, the subjective aspect is often surprising. Despite their dependency on a small number of client (or often a single client) and the difficulties inherent in such a tie, many of those interviewed express satisfaction with the arrangement and a *sense*, if not the reality, of independence. While many of them are forced to work long hours to satisfy a client's needs and whims, they retain some semblance of control over their hours and appreciate not having to attend at a workplace every day.

Another salutary contribution of the book is the author's careful building of theory. She surveys the legal complexity of the regulation of such work. She examines the determinants of self-employment and the motives of the suppliers. And she explores the "governance" of dependent forms of self-employment, contrasting the evolution from market-based (the free market) to hierarchy-based governance (the firm) and back to more market-based, but informal approaches that characterize contemporary sub-contracting.

All in all, this is a splendid contribution to a subject that, while of growing importance, has hitherto received scant attention among students of work.

**Larry Haiven**  
Saint Mary's University

### **Global Unions: Challenging Transnational Capital through Cross-Border Campaigns**

Sous la direction de Kate Bronfenbrenner, Ithaca, New York : Cornell University Press, 2007, 261 p., ISBN 978-0-8014-4616-0 (cloth) et 978-0-8014-7391-3 (paper).

Comme l'indique son sous-titre, cet ouvrage est dédié à un syndicalisme en campagne. Il est indicateur d'un changement de ton que l'on retrouve autant dans la littérature que dans les réalités syndicales : épuisées, insuffisantes, inappropriées ou illusoire les stratégies de partenariat, on assiste au regain d'un syndicalisme de combat.

Tiré d'une conférence intitulée « Global Companies – Global Unions – Global Research – Global Campaigns », tenue à New York au mois de février 2006 et qui réunit plusieurs centaines de chercheurs, syndicalistes et militants d'organisations non gouvernementales (ONG), cet ouvrage se veut délibérément pragmatique et didactique : il s'agit de produire un cadre de référence propre à la conduite de campagnes syndicales capables d'avoir un impact sur le capital transnational. Le premier chapitre rédigé par Tom Juravich « Beating Global Capital : A Framework and Method for Union Strategic Corporate Research and Campaign » est exemplaire du souci de produire un outil d'analyse pour l'action militante. Il s'agit de disséquer les structures des firmes transnationales, leurs centres de commande, leurs systèmes d'opération et leurs réseaux externes ; il s'agit de déterminer quels en sont les rouages et les faiblesses en vue de pouvoir établir un plan d'attaque stratégique au sens où il est à la fois ciblé et compréhensif.

« Compréhensif/Comprehensive » est le qualificatif clé qui renvoie au thème intégrateur de l'ouvrage. Le succès de ce type de campagne dépend de la capacité des syndicats à développer des stratégies à géométrie variable qui reflètent la complexité du circuit du capital et qui exigent la mise en place de réseaux multiples de solidarité. Selon l'éditrice, Kate Bronfenbrenner, le développement de solidarités concrètes, réciproques et durables entre syndicats du nord et du sud, entre syndicats et ONG, travailleurs et communautés, etc., est la condition essentielle à un rapport de force qui compte. C'est là l'argument central de l'ouvrage, de tels développements porteurs d'un nouvel internationalisme sont déterminants pour l'avenir du syndicalisme : « Global unions are the future » conclut l'ouvrage.

Les neuf chapitres qui forment le corpus empirique démontrent, chacun à leur manière, les difficultés inhérentes à la conduite de campagnes transfrontalières et à l'expression de telles solidarités. Ils en relèvent également les conditions de succès. Ces chapitres se consacrent à la fois au « Global South » et au « Global North ». Pour le sud, il s'agit d'Euro-medical en Malaisie, d'Unilever en Inde, de l'industrie textile dans les zones franches d'exportation au Sri Lanka et du commerce

équitable de la banane dans les Caraïbes. Au nord, il s'agit des dockers européens en lutte contre les directives de la Commission Européenne, des efforts de coordination des métallos européens puis des alliances transatlantiques du SEIU. Ces cas de campagnes transfrontalières sont suivis de deux chapitres qui s'intéressent aux conditions contrastées de l'action syndicale à l'international, du potentiel des nouveaux espaces de régulation (les accords-cadres internationaux) à la permanence de formes violentes de répression syndicale.

Il s'agit d'une collection éclectique de contributions, ce qui est normal pour un ouvrage issu d'une conférence et compte tenu de la problématique à l'examen. Ces contributions sont toutes individuellement de très bon calibre, pour le lecteur intéressé. Ensemble elles illustrent bien le contexte adverse et le caractère complexe de l'internationalisme syndical, mais elles illustrent aussi que la formation de solidarités élargies n'est pas non plus chose insurmontable, ce qui va dans le sens de la ligne d'édition de l'ouvrage.

Pour le lecteur hâtif qui veut faire l'économie des chapitres empiriques, Kate Bronfenbrenner produit un excellent travail de synthèse dans le chapitre de conclusion. Elle y discute l'importance de la régulation étatique et de ses manques, parfois complices, en ce qui a trait au respect des droits des travailleurs. Elle y souligne l'importance de l'éducation syndicale et de son rôle dans l'activation de réseaux de solidarité. Elle y réitère finalement l'importance de la recherche au service de campagnes syndicales ainsi informées des points de vulnérabilité du capital international, et la nécessité d'un syndicalisme global faisant front commun au nom de la justice sociale, seul moyen, selon l'auteure, pour que les solidarités parviennent à prendre le dessus.

En somme, il s'agit d'un ouvrage qui se veut constructif, et il y parvient – le site internet de la conférence indiqué dans le premier chapitre peut d'ailleurs s'avérer très utile pour l'enseignement ou pour l'éducation syndicale. Il s'agit aussi d'un ouvrage qui conjugue efficacement réalisme et idéalisme. Bien sûr, si l'on s'y attache, on pourra trouver des contre-

exemples. On pourrait également questionner dans quelle mesure la crise qui vient de frapper l'économie mondiale va mettre les solidarités à l'épreuve, pour le meilleur ou pour le pire ? Mais que l'on partage ou non l'optimisme de l'éditrice, cet idéalisme, cette volonté d'optimisme reflète bien le changement de ton qui est dans l'air du temps.

**Stéphane Le Queux**  
Griffith University

### **The Europeanisation of Social Protection**

Edited by Jon Kvist and Juho Saari, Bristol: Policy Press, 2007, 308 pp., ISBN 978-1-84742-019-0 (paperback) and ISBN 978-1-84742-020-6 (hardcover).

This book looks at the broad policy areas encompassed by social protection and covers many more 11 EU member States, selected for their institutional, cultural and political differences. The analysis and reflections are most timely in the current context of EU at the cross-roads, with the outcome of the Lisbon Treaty ratification unknown, the heavy social toll of the recession in the wake of the financial crisis hitting all member States, and the growing public deficits limiting further Governments' capacity to address it.

The book starts with a statement that "EU member States remain largely responsible for social policy and EU competence is limited by the principles of subsidiarity and proportionality. However, social policy at national level is increasingly influenced by the European Union, in fact, even more so than was anticipated 10 years ago." (p. vi). And it is the description of how this influence evolved and can evolve, as a result of growing shared concerns and challenges among member States, that I found the book most interesting and stimulating.

Indeed it seems generally taken for granted that if there should be any influence – it is through EU Commission increasingly encroaching on national sovereignty – a trend that is strongly opposed by member States, particularly in the broad area of social policy. The authors however show how impetus can be given by the EU to improve national policy-making and by increasing cooperation among member States by emulating success-